

Note de synthèse

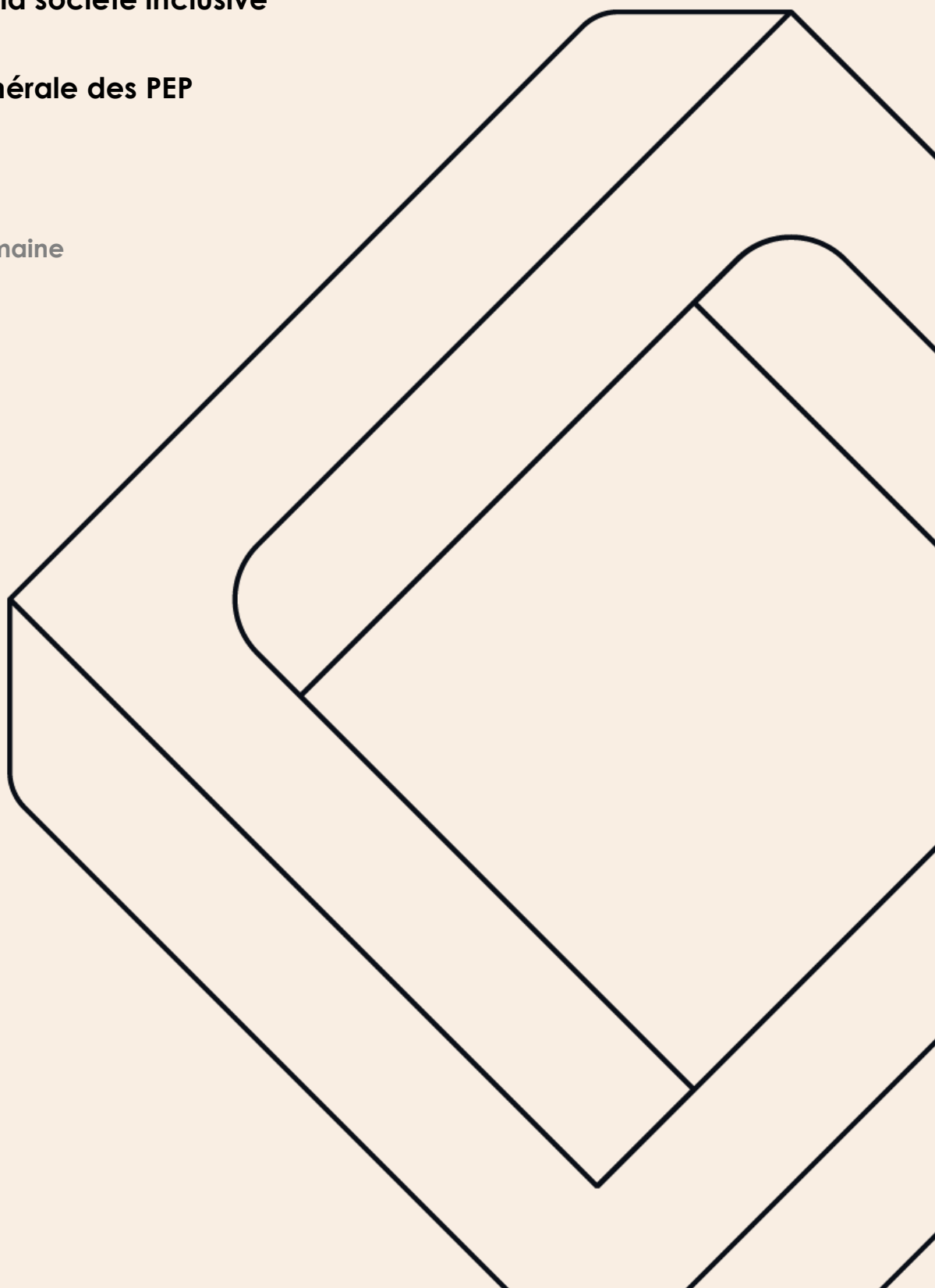
Baromètre de la société inclusive

Fédération générale des PEP

Vague 9

Eddy Vautrin-Dumaine

15 février 2024



Cette 9^{ème} vague du baromètre de la société inclusive réalisée par Verian (ex Kantar Public) pour la Fédération générale des PEP dresse le portrait d'une France inquiète, inégalitaire, peu inclusive et qui a tendance à se crispier fortement sur le sujet de l'immigration.

A quelques mois du prochain scrutin européen, les Français constatent à la fois que les décisions de l'UE ont un impact sur leur vie quotidienne et dans le même temps que leur voix ne compte pas en son sein ce qui pose de nombreuses questions. Pour autant, ils se disent favorables à plus de politiques européennes car jugées plus efficaces notamment sur les sujets de la lutte contre le terrorisme, la transition énergétique, la politique migratoire, la recherche scientifique, la politique étrangère et les questions environnementales.

Des Français qui constatent un monde qui ne tourne pas rond et expriment des attentes en matière de services publics, de sécurité et de solidarité ...

Dans un contexte anxiogène marqué par le conflit en Ukraine qui s'enlise et un Moyen-Orient qui s'embrase une nouvelle fois, **une écrasante majorité de Français (87%, + 6 points) considère que le monde dans lequel ils vivent ne va pas bien** (87%), voir même qu'il ne va pas bien du tout (39%). Ce constat gagne en intensité cette année.

Dans ce monde qui ne tourne pas rond selon eux, **les Français expriment d'abord un besoin de sécurité et de solidarité** : pour 46% un monde meilleur serait un monde avec plus de sécurité, et pour 40% un monde avec plus de solidarité. On retrouve ici un clivage droite-gauche traditionnel déjà observé l'an dernier : 59% des sympathisants de droite appellent de leurs vœux plus de sécurité, et 63% à gauche souhaitent plus de solidarité. Viennent ensuite, et bien en retrait, une attente d'ordre (19%), de responsabilité (18%), de lien social (16%), d'écologie (16%), d'autorité (14%), de liberté (11%), de famille (10%) et enfin de religion (2%). Dans le détail notons que les moins de 25 ans expriment, un peu plus que la moyenne un besoin d'écologie, de liberté, de famille et de religion quand les plus âgés citent, eux, davantage l'autorité, la responsabilité et l'ordre.

Dans ce contexte, **les Français se disent d'abord préoccupés** par leur **pouvoir d'achat (45%), l'insécurité (35%)** et la **santé (34%)** devant **l'immigration (26%), l'environnement (23%)** et **l'éducation (23%)**. Si les préoccupations reculent s'agissant du pouvoir d'achat, elles tendent en revanche à se renforcer, cette année, **en matière d'insécurité, d'immigration et surtout d'éducation**.

De manière plus prospective pour les 5 ans à venir, **la qualité des services publics demeure un enjeu prioritaire pour trois quarts des Français (76%)**. **La lutte contre les violences faites aux femmes** ainsi que **la lutte contre le terrorisme progressent de manière très forte** cette année et sont désormais définies comme des priorités pour plus de 7 Français sur 10. Viennent ensuite l'indépendance de la France sur le plan énergétique et industriel (58%), l'égal accès au logement pour tous (52%) et la transition écologique (50%).

Dans le détail, il est intéressant de constater que l'attente de services publics de qualité et accessibles est partagée, par tous, de manière relativement transpartisane. On observe néanmoins un clivage générationnel important entre des jeunes qui se sentent moins concernés par ce sujet (64%) et des seniors qui, eux, le sont bien davantage (83%) ; un clivage que l'on constate aussi s'agissant de la lutte contre le terrorisme mais pas sur le logement qui semble concerner tout le monde.

... dans une société qu'ils perçoivent de plus en plus inégalitaire

Dans ce contexte, la société française est jugée inégalitaire par 7 Français sur 10 (71%), une perception qui se renforce de manière continue depuis 2020. Un constat d'une société inégalitaire qui est toujours plus prégnant chez les femmes (77%), les habitants des zones rurales (78%), les CSP- (80%) et les sympathisants RN (82%). A l'inverse, seuls les sympathisants Renaissance sont majoritaires à penser que la société est inégalitaire (53%) sans réel consensus toutefois.

La possibilité de se soigner et l'accès au logement restent les inégalités jugées à la fois les plus graves et les plus répandues cette année alors que **les inégalités d'éducation inquiètent davantage** cette année. La gravité des inégalités en matière d'éducation progresse pour tous. Elle est désormais perçue comme l'inégalité la plus grave pour les plus jeunes, alors que les plus âgés se focalisent en priorité sur les inégalités liées à l'accès aux soins.

L'immigration un sujet de crispation

L'immigration fait partie des sujets qui préoccupent le plus les Français et en la matière les Français demandent du contrôle et de la fermeté : **pour une majorité (56%), l'immigration représente ainsi une menace** (plus d'un quart se positionne même sur l'extrême négatif). On relève naturellement de forts clivages politiques mais aussi géographiques sur cette question : 84% des sympathisants de droite et 66% des Français en zone rurale considèrent que c'est une menace contre 62% des sympathisants de gauche, 46% de la majorité présidentielle et 39% des Franciliens qui considèrent, eux, que c'est une chance.

Ainsi, il faut limiter l'immigration en France et en Europe pour plus de 6 Français sur 10 (62%) en particulier pour les sympathisants de droite, quand un peu plus d'un quart (28%) considère qu'il faut avant tout améliorer l'accueil et l'intégration des immigrés. Parmi eux on retrouve davantage de sympathisants de gauche, de Franciliens et de jeunes.

L'Europe aux yeux des Français : un espace de libre circulation et une monnaie unique mais aussi et surtout le bon échelon pour traiter un certain nombre de sujets

A quelques mois des élections européennes, les Français voient d'abord l'Europe de manière très « pratique » : elle est, pour eux, d'abord un espace de libre circulation des biens, des personnes et des capitaux (23%) et une monnaie unique (19%) devant un espace de paix dans le monde (10%), un espace de vie démocratique (8%) ou un espace dans lequel les citoyens partagent les mêmes valeurs (8%), une histoire et une culture communes (5%), voire un espace de protection sociale (3%).

Près de deux tiers des Français perçoivent l'impact des décisions de l'UE sur leur vie quotidienne (64%) alors que seul un tiers d'entre eux pense que leur voix compte (35%). Ils sont en revanche partagés sur le fait qu'elle agit pour protéger les citoyens européens (42% pensent que c'est le cas, 49% que cela ne l'est pas) ou encore que sa voix porte dans le monde (50% pensent que c'est le cas, 41% que cela ne l'est pas). A ce propos les sympathisants de gauche et ceux de la majorité présidentielle se rejoignent en étant plus positifs sur ces différentes dimensions.

Pour les prochaines années, quatre enjeux sont identifiés de manière très nette par les Français : l'immigration (43%), le pouvoir d'achat (41%), l'environnement (40%) et le terrorisme (39%) avec la encore des clivages politiques très nets : la gestion de l'immigration et le risque terroristes sont bien plus cités à droite (respectivement 63% et 52%) quand la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique le sont davantage à gauche (51%). Le pouvoir d'achat est lui davantage cité par les Français se déclarant proches du RN (55%).

Viennent ensuite une défense et une politique étrangère commune (24%), l'économie et la croissance (24%), l'agriculture (21%), la protection sociale et la lutte contre les inégalités (20%), l'emploi et le chômage (20%), l'éducation et la formation (17%) et un meilleur accompagnement des migrants (8%). Notons que les sympathisants de la majorité présidentielle sont plus nombreux que la moyenne à considérer qu'une défense et politique étrangère commune européenne (47%) est un défi important pour les prochaines années tout comme l'économie et la croissance (33%). De leur côté, les sympathisants de gauche accordent une importance plus forte à l'accompagnement et à l'accueil des migrants (19%) et à la protection sociale et la lutte contre les inégalités (41%).

Enfin, en matière de politiques publiques, une majorité de sujets peuvent être gérés au niveau européen aux yeux des Français. C'est notamment le cas pour **la lutte contre le terrorisme (68%), la**

transition énergétique (61%), la politique migratoire (62), la recherche scientifique (63%), la politique étrangère (59%) et les questions environnementales (61%) pour lesquelles environ 6 Français sur 10 considèrent qu'il vaut mieux agir à l'échelle européenne. C'est en revanche beaucoup moins le cas pour **l'emploi et la lutte contre le chômage (70%), l'éducation (70%), la culture (65%), le social (64%) et la fiscalité (59%)** dont une majorité considère que **c'est à l'échelle nationale que ces sujets doivent être traités.**

La « société inclusive » : un concept qui se maintient chez les Français mais qui tend toujours de moins en moins à correspondre à la réalité de la société française

Les Français considèrent toujours que la société française n'est pas inclusive (65%, + 5 points) et ils sont, cette année, plus nombreux à le penser que l'an dernier. Notons que si les habitants des zones rurales (72%) et les femmes (72%) sont particulièrement nombreux à partager ce constat, les sympathisants de la majorité présidentielle (48%) mais aussi les moins de 35 ans (39%), les Franciliens (38%) et les hommes (37%) sont eux plus nombreux que la moyenne (sans être majoritaires) à la trouver inclusive.

Ce constat d'une société qui n'est pas inclusive est confirmé par le fait qu'une large majorité de Français qui pense que chacun n'a pas la possibilité de trouver sa place dans la société d'aujourd'hui. Ils sont plus des deux tiers à le penser (68%, + 6 points), une proportion qui augmente fortement cette année et que l'on retrouve fortement auprès des femmes, des sympathisants RN mais aussi sur ceux qui se positionnent à gauche ou qui ne se reconnaissent dans aucun parti.

Ce sont les personnes en situation de pauvreté et de précarité qui devraient être adressées en priorité en matière l'égalité des chances (+9 de plus qu'en 2023) cette année. Viennent ensuite celles en situation de handicap et nettement derrière les habitants des zones rurales isolées.

La sensibilité des Français sur la lutte contre les inégalités reste importante pour une large majorité d'entre eux (60%) par opposition à l'idée d'inégalités acceptables dès lors qu'elles seraient fondées sur le mérite (30%). Le clivage politique sur ce sujet est reste net et tend même légèrement à se renforcer : 80% des sympathisants de gauche pensent que la lutte contre les inégalités est la plus importante, et 43% des sympathisants de droite pensent que les inégalités sont acceptables si elles sont fondées sur le mérite.

Les jugements sont relativement stables sur les pratiques majeures liées à l'inclusion dans le domaine de l'éducation. Les formations à distance pour les enfants ayant des soucis de santé, l'accompagnement médico-social dans le cadre périscolaire et des classes ordinaires et le soutien des enfants en situation de handicap sont les pratiques les plus plébiscitées. **On constate toutefois une nette baisse de l'adhésion autour de la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France ne suscite l'adhésion que d'un tiers des Français.**

Une fois ce constat dressé, l'Etat est, plus que jamais perçu comme l'acteur le plus à même de bâtir une « société inclusive » (56%) même si les citoyens eux-mêmes (26%), l'école (35%) et les collectivités locales (24%) ont également un rôle important à jouer selon les Français.

Enfin, la notoriété de l'expression « société inclusive est stable depuis 2022 et toujours mieux connue des sympathisants de gauche et des catégories sociales les plus aisées : aujourd'hui 70% des Français en ont entendu parler dont 32% voient très bien de quoi il s'agit. **Les PEP, elles, sont connues de plus d'un Français sur deux (54%, - 3 points),** une notoriété relativement stable depuis plusieurs années. La part de Français qui voit « bien de quoi il s'agit » diminue toutefois (20%, - 5 points).

La possibilité de trouver sa place dans la société et la possibilité de réaliser ce que l'on souhaite en fonction de qui l'on est ne progresse que **s'agissant** des quartiers prioritaires cette année (43%, + 4 points) - une dynamique que l'observait déjà l'an dernier - et des jeunes (51%, + 4 points). Pour les autres, cela reste faible au mieux stable voire même en recul pour les personnes en situation de handicap (19%, - 5 points) ou les habitants des zones rurales (32%, - 2 points).

Les mesures inclusives sont jugées importantes par une très large part des Français. **La co-construction des politiques publiques avec les personnes concernées est jugée moins prioritaire en relatif.**

La laïcité : un élément important de l'identité française qui, après la baisse de l'an dernier tend à se renforcer

La laïcité est considérée comme un élément important de l'identité de la France pour la plupart des Français (86%, + 3 points) et même essentiel pour plus d'un tiers d'entre eux (36%, +3 points), **une position qui semble même se renforcer cette année**, retrouvant les niveaux de 2022.

Fiche technique

Enquête réalisée pour : La fédération des PEP

Dates de terrain : du 11 au 27 janvier 2024.

Méthodologie : Enquête réalisée **en ligne**, auprès d'un **échantillon national de 1000 personnes représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus**. La représentativité de cet échantillon est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge, profession de la personne de référence, région et catégorie d'agglomération).